



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2019/014

Séance du 19 mars 2019

Date de convocation :	12 mars 2019
Date d'affichage :	13 mars 2019
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	27

L'an **deux mille dix-neuf** et le **dix-neuf mars** à **19 heures 12**, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabregues**.

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Christian SOUVEYRAS – Mme Christine PALA
Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUEN – Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC
M. Jean-Olivier JOB – M. Alain FAUCHARD – M. Philippe LIGNY – Mme Zohra PIETRANTONI
M. Jean-François CALONNE – Mme Elisa VEIGA – Mme Sandra BEGUET – Mme Marie-Carmen GOMEZ
M. Sébastien FARRAUTO – Mme Solange MARTIN BONNIER – M. Dominique WACHTER
M. Jean-Pierre LAPORTE – Mme Marielle FENECH-MONFORT – Mme Aurélie MATEO.

Représentés : M. Jean-Marc ALAUZET – Mme Edith TRUC – M. Pierre VAN CRAENENBROECK
Mme Thérèse VIDAL – M. Serge JACOB – M. Bernard PASSET.

Absents : M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : DIVERS – Rétrocession à la Commune d'une concession d'une case de columbarium cimetière du haut.

Monsieur le Maire indique que Monsieur CANONNE Emmanuel domicilié à Fabregues 168, chemin d'Agnac, titulaire d'une concession d'une case du columbarium n° 09/N située dans le cimetière dit « du haut » Route de Saussan a manifesté par courrier, son souhait de rétrocéder cette concession à la Commune suite à l'enlèvement de l'urne cinéraire qu'elle contenait.

Cette concession a été acquise le 14 décembre 2001 en perpétuelle pour une somme de 2 100 Francs. Cette concession est libre de toute occupation.

Il convient donc de se prononcer sur le remboursement de la somme de 214.00 € représentant la partie communale encaissée en 2001. La partie CCAS étant conservée par la Commune.

Le calcul du remboursement est calculé comme indiqué ci-dessous :

Prix de la concession en francs : 2 100.00 F.

Prix de la concession en euro : 320.00 €.

... / ...

En 2001 la répartition sur les budgets était la suivante :

- 66.66 % sur le budget Commune soit 214.00 €
- 33.34 % sur le budget du CCAS soit 106.00 €

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité :

Article 1 :

Approuve le remboursement de la somme de 214 €.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire à en signer l'ensemble des actes relatif à cette affaire.

Article 3 :

Dit que la dépense sera inscrite au budget de l'exercice 2019.

Plus n'est délibéré.

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.



Le Maire,

Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.